



**Vers une stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour la promotion de la parité des sexes
Réunion de consultation avec la Commission parlementaire chargée des questions de genre :
3 juin 2015
Synthèse des réactions
Tunis (Tunisie)**

La réunion de consultation avec la **Commission parlementaire chargée des questions de genre** s'est tenue le **3 juin 2015 à Tunis** (Tunisie). Après un exposé de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale sur le contexte, la portée envisagée et le processus d'élaboration de la stratégie, la parole a été donnée aux participants pour commentaires et recommandations. La synthèse ci-dessous ressort les principaux points soulevés et recommandations formulées lors de la réunion.

Nombre total de participants : 7.

Réactions des intervenants

1. PRINCIPALES LACUNES EN MATIÈRE DE PARITÉ DES SEXES QUE LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE DEVRAIT PRENDRE EN CONSIDÉRATION EN PRIORITÉ AFIN D'AIDER LES PAYS À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET PROMOUVOIR DES SOCIÉTÉS PLUS ÉQUITABLES.

En élaborant la stratégie renouvelée de promotion de la parité des sexes, le Groupe de la Banque mondiale devrait accorder de l'attention aux aspects suivants :

- Obstacles sexistes au transport, le manque de mobilité étant l'un des principaux obstacles à l'accès des femmes au marché du travail. La stratégie renouvelée devrait envisager différentes solutions possibles pour assurer des transports publics abordables, accessibles et sûrs.

- Cadre juridique et **décalage entre des lois bien avisées et une application défailante** : La Constitution tunisienne de 2014 et les lois qui reposent sur elle sont très progressistes et ne font pas de distinction entre les sexes. Cependant, il semble que les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes soient monnaie courante, et particulièrement à l'embauche.
- La ségrégation sexiste au travail est un problème en Tunisie où les femmes sont concentrées dans les secteurs à faible rémunération de l'économie en dépit de leur niveau de compétence.
- **Participation à la vie politique** : La Constitution tunisienne de 2014 prévoit la parité des sexes au parlement, et bien que cette parité soit respectée dans le parlement national, au niveau municipal, l'écart de participation entre les hommes et les femmes reste grand. Il est important que les femmes participent à la vie politique à tous les niveaux et que cela ne se limite pas à une participation anecdotique au niveau national.
- Le manque de services de **garde d'enfants** est l'un des principaux obstacles à la participation des femmes à l'activité économique. La stratégie renouvelée de promotion de la parité des sexes devrait envisager la possibilité d'adopter des solutions actuellement appliquées par les secteurs public et privé et formuler des recommandations pour des services de garde d'enfant abordables.
- Violences sexistes : il est important de calculer le coût financier des violences sexistes et d'en utiliser les résultats comme argument pour presser le gouvernement d'agir.

Le Groupe de la Banque mondiale devrait également examiner l'importance de la sensibilisation aux questions suivantes :

- **Droits des femmes** : de nombreuses femmes ne connaissent pas leurs droits légaux et les protections prévues par les lois dans des situations comme le divorce. Il faudrait accorder une attention particulière aux zones rurales où le manque de prise de conscience est plus criant.
- Il est important d'inscrire la question des violences sexistes dans le discours public et de donner de la visibilité aux taux de violence à l'encontre des femmes afin de sensibiliser la population à la gravité du problème.

2. RECOMMANDATIONS SUR LA FAÇON DONT LE GROUPE DE BANQUE MONDIALE PEUT MIEUX AIDER LES PAYS ET LES ENTREPRISES À RENFORCER LEURS SYSTÈMES ET INSTITUTIONS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES SEXES EN VUE DE RÉSULTATS PLUS DURABLES

- La stratégie pourrait bénéficier de la prise en compte de la **territorialité** : il existe des disparités importantes entre les zones urbaines et rurales, qui appellent des solutions différentes.
- Le Groupe de la Banque mondiale devrait envisager d'examiner les problèmes de classes sociales et la manière dont ils influent sur les perspectives économiques des femmes.